

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : EMBARGO 1^{er} juillet 2021, 8:30 WAT/ 9:30 CEST

La certification RSPO de SOCFIN contestée par les communautés riveraines au Cameroun

Yaoundé, 01^{er} juillet 2021: Aujourd'hui, les communautés locales tiennent une conférence de presse pour exprimer leur désapprobation totale du certificat de la Table Ronde pour l'Huile de Palme Durable (RSPO), attribué le 30 décembre 2020 à la société SAFACAM, filiale camerounaise du groupe SOCFIN. Les communautés estiment que SAFACAM viole divers principes et critères de la RSPO, relatifs aux questions sociales et à l'environnement. Le certificat a été attribué par l'organisme de certification SCS Global Services (SCS), en dépit d'un processus défaillant, qui n'a pas pris en compte des informations importantes fournies par les parties prenantes concernées.

Les plantations de SAFACAM sont le résultat d'un long processus de développement de l'agriculture à grande échelle qui a commencé en 1897 lorsque le Cameroun était sous protectorat allemand. Elles sont situées dans la localité de Dizangué et de Mouanko, dans la région du Littoral. Quatre communautés locales ont perdu leurs terres coutumières à cause du développement et de l'extension de ces plantations, sans leur consentement libre, informé et préalable. Il s'agit des villages Nsèppé Elog-Ngango, Dikola, Koungué Somsè, Koungué Lac Ossa. Depuis lors, les litiges fonciers, la pollution de l'eau, le harcèlement, l'intimidation et d'autres pratiques condamnables affectent négativement les droits et les moyens de subsistance des communautés locales.

Pour le leader communautaire Michel ESSONGA: "Il est difficile de comprendre comment SAFACAM a pu obtenir un certificat RSPO sans changer totalement ses pratiques. Elle est loin d'être une entreprise responsable. Elle viole nos droits fonciers et pollue nos ruisseaux et rivières. Les gens sont intimidés et harcelés. Pourquoi les auditeurs n'ont-ils pas pris nos doléances en considération ? Cela ne nous laisse pas d'autre choix de demander le retrait du certificat."

La RSPO est un organisme industriel qui certifie les plantations selon des critères environnementaux et sociaux. Les entreprises qui reçoivent ce certificat sont considérées comme "durables" par les investisseurs et les acheteurs d'huile de palme. Samuel Nguiffo, Secrétaire Général du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) déclare : «Avec la délivrance de ce certificat RSPO, qui est le premier de cette nature au Cameroun, la RSPO et l'organisme de certification SCS créent un précédent fâcheux, et donnent l'impression qu'il n'est pas nécessaire d'adopter des standards sociaux et environnementaux d'opération pour être certifié RSPO. Le système de certification a sérieusement perdu de la crédibilité au Cameroun»

Plusieurs parties prenantes de la société civile ont déposé une plainte chez SCS en novembre 2020 et puis chez l'organisation d'accréditation (Assurance Services International) en juin 2021. En raison du processus de certification défaillant, ayant conduit à deux nouvelles décisions de certification positives pour Socfin jusqu'à présent au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Selon la société civile et les communautés affectées les opérations de ces compagnies restent très controversées. Les plaignants ont par exemple constaté que l'annonce de la consultation n'a pas été faite dans la langue appropriée, que les communautés et les sous-groupes dans les communautés n'ont pas pu se joindre aux réunions de consultation, ou n'ont tout simplement pas été invités, en particulier ceux des membres de la communauté qui se caractérisent par une position critique des opérations de la compagnie. Cette situation va à l'encontre de l'exigence de la RSPO d'inclure toutes les informations et parties prenantes pertinentes dans les évaluations de la conformité des entreprises avec la norme RSPO.

Aussi, les différents litiges fonciers décrits en détail par les membres de la communauté n'ont pas été évalués par les auditeurs de SCS. Ces conflits fonciers, tout comme d'autres griefs, n'ont pas été incorporés dans le rapport d'audit public sommaire de SCS. L'indépendance de l'audit a été remise

en question par des communautés pendant l'audit lui-même, au point qu'une communauté a renvoyé l'équipe d'audit, refusant de s'entretenir avec elle du fait de griefs précis mettant en cause les auditeurs. Au moins deux membres de la communauté fait état d'intimidations en rapport avec l'audit. Garantir la confidentialité et un espace sûr pour la tenue des réunions sont des objectifs qui n'ont pas été atteints. Des questions fondamentales se posent également quant à la raison pour laquelle seule une petite partie des plantations du Safacam a été auditée par SCS.

Les injustices historiques et les relations de pouvoir complexes entre l'administration, les chefs traditionnels et les communautés ne peuvent être vérifiées en quelques jours ou lors d'une réunion d'une heure avec les communautés concernées. L'audit de la RSPO semble finalement n'avoir été qu'une simple formalité, au cours de laquelle il était plus important de s'assurer que des cases sont cochées, que de garantir une réelle conformité avec les exigences de RSPO.

Pour plus d'informations:

- [Résumé des résultats](#) des recherches sur la certification Socfin au Cameroun, au Nigeria, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire.
- Rapport de recherche '[La certification de l'huile de palme: On n'est pas encore 'sortis de l'auberge'](#)'.
- Rapport de synthèse public RSPO de SAFACAM: <https://www.rspo.org/certification/search-for-certified-growers> (selectionner Cameroun)

Informations de contact:

Centre pour l'Environnement et le Développement (Amis de la Terre Cameroun, CED):
Samuel Nguiffo, +237 99952849, snguiffo@yahoo.fr
Sur le rapport de recherche: Milieudéfense (Amis de la Terre Pays-Bas):
Danielle van Oijen, danielle.van.oijen@milieudéfense.nl, +31(0)634019215